



Déclaration du CREAL76 03.04.2020

La pandémie de Covid-19 est un révélateur agissant comme une loupe sur les systèmes économiques, sociaux, politiques nationaux et internationaux qui y font face selon des modalités diverses. Il ne s'agit pas ici de juger de stratégies suivies en un temps t à l'aune d'informations ultérieures. L'inconséquence de décisions gouvernementales a d'ailleurs été partagée bien au-delà du pouvoir comme la tenue du 1^{er} tour des élections municipales. Les informations et préconisations diffusées par l'OMS ont été rendues inaudibles et souvent ignorées par des choix nationaux, concurrentiels et dans certains cas xénophobes (*virus qualifié de « chinois »* par exemple) au moment où la situation exige coopération, coordination, entraide, partage des savoirs. Il est impératif de ne laisser de côté aucun pays ni aucune population (migrant-es, sans abris). L'impéritie des pouvoirs en place, parfois la

dissimulation, le déni ou l'incompétence sont des caractéristiques quasi générales. Le saccage des services publics et singulièrement de l'hôpital public depuis de longues années a maintenant des conséquences dramatiques. Le dogme ultralibéral, la destruction de l'environnement sont des facteurs déterminants dans la survenue de cette pandémie et dans les graves insuffisances de son traitement. Des attitudes irresponsables et même criminelles - favorisant la propagation du virus - de religieux de toutes obédiences sont à noter. La séparation du politique et du religieux n'est pas respectée quand officiellement est mise en place en France « *une permanence de soutien spirituel inter cultes* ». La gestion martiale de cette pandémie pose la question de la démocratie, du droit du travail, de l'égalité, des libertés fondamentales.

Impéritie et incohérences

La presse, les médias se font l'écho de l'impréparation générale qui se traduit par le manque de matériels de base pour faire face à l'épidémie avec des structures médicales, industrielles, pharmaceutiques dépassées et on en arrive au tri des malades. Le discours officiel s'adapte et varie selon les manques et insuffisances. La population constate et vit le double discours voire les mensonges désormais avérés, les

incohérences par exemple entre confinement et incitations – avec versement de prime défiscalisée – à aller au travail souvent sans les protections adéquates pour des productions ou services non indispensables. Ceci génère une perte de confiance dans laquelle s'engouffrent les vendeurs de discours messianiques ou prétendument antisystème, aux croyances diverses y compris dans le remède miracle et le complotisme sur lequel l'extrême droite n'hésite pas à surfer.

Concilier impératifs sanitaires et économiques ?

Le « en même temps » masque mal le « deux poids deux mesures ». Seulement 2 milliards pour l'hôpital (2,3 % de son budget), des milliards pour les entreprises ! Il aura fallu la pression de l'opinion, des syndicats pour envisager que ces aides inconditionnelles puissent être soumises au non versement de dividendes, mais Total n'en a cure qui verse 1,8 milliard à ses actionnaires

le 1^{er} avril et offre 50 millions en bons d'essence aux personnels de santé ! Malgré le discours martial du président, les entreprises privées susceptibles de produire le matériel sanitaire ou pharmaceutique nécessaire ne sont toujours pas réquisitionnées *a fortiori* nationalisées tandis que des productions non indispensables continuent. Les nationalisations envisagées serviront à mettre à l'abri de la crise de grandes entreprises, leur contrôle par leur personnel n'est pas envisagé ! La vulnérabilité de l'économie réelle mondialisée

– y compris avec ses conséquences sanitaires actuelles – éclate au grand jour, ce qui n'empêche pas les dirigeants, possédants et banquiers de vouloir redémarrer l'économie au plus vite et selon les mêmes dogmes. Comme le souligne un article du *Monde Diplomatique* de mars ([Contre la pandémie, l'écologie](#) paru fin février), il y a un lien entre surexploitation du milieu naturel, la perte de biodiversité, la déforestation et la transmission de virus passant de l'animal à l'homme (Ebola, H1N1, SRAS, Covid-19).

Services publics, hôpital, recherche

Nous ne cessons de répéter que les services publics sont les outils de l'égalité et qu'ils ne doivent pas fonctionner avec un logiciel concurrentiel et libéral mais au service de l'intérêt général. Si les populations y sont très attachées, c'est que les services publics ne sont pas un appendice de la puissance gouvernementale ou étatique mais une obligation positive de l'État. Ils ont été conquis par la lutte sociale et répondent à des besoins universels : transports, éducation, sécurité sociale, santé. L'hôpital public est en lutte depuis des années et singulièrement depuis un an pour tout simplement avoir les structures et les moyens de fonctionner ! Les réponses gouvernementales ont été indignes et le restent. Une ébauche de plan sous l'égide de la Caisse des dépôts et consignations prévoit de faire la part belle au secteur de santé privé (partenariat public privé entre autres) tandis que les hôpitaux et cliniques privés pourtant nourris par la vache à lait qu'est la sécu n'ont toujours pas été réquisitionnés. S'ils ont commencé à prêter leur concours, c'est pour se prémunir d'une image négative nuisible auprès de leurs « clients ». Par ailleurs, la recherche fondamentale est primordiale, or elle est soumise à l'austérité, à une gestion à court terme et aux impératifs économiques et privés.



La laïcité dans la pandémie

Le 23 mars s'est tenue une audio-conférence autour du président de la République et en présence du ministre de l'Intérieur.

Y étaient conviés les représentants des cultes catholique, protestant, juif, musulman, orthodoxe et bouddhiste, ainsi que les représentants d'obédiences maçonniques et de diverses associations laïques dont le Comité Laïcité République. L'objet de cette rencontre virtuelle était de mener une réflexion sur les conditions nécessaires à mettre en œuvre pour assurer le soutien psychologique et moral des Français en cette période de pandémie.

Ce n'est pas la première fois que l'exécutif convie les associations qui organisent leur action autour du principe de laïcité comme pour faire pendant aux représentants des cultes ainsi installés

dans une posture quasi officielle. Pourtant la laïcité ne constitue pas un courant spirituel tel une religion et d'ailleurs tout-e croyant-e peut par ailleurs être attaché-e au principe politique de laïcité. Paradoxalement n'ont pas été conviées à cette audio conférence les associations rassemblant des athées (ce doit être une disposition d'esprit peu fréquentable !) ! Le président de la République pense-t-il que la laïcité se substitue à l'athéisme ?

Ce même 23 mars - y a-t-il un lien entre les deux événements ? - le conseil scientifique COVID-19 instauré par le président de la République pour « éclairer la décision publique » a rendu public un communiqué évoquant « le soin pastoral » comme « essentiel dans toute réponse à une crise épidémique ». Il recommande la « création d'une permanence téléphonique natio-

nale d'accompagnement spirituel inter-cultes ». Curieuse préconisation d'une instance émanant de la présidence de la République et voulant fonder sa crédibilité sur la rigueur scientifique !

Dans le cadre de la loi et en respectant les règles sanitaires mises en place, que les cultes dispensent librement un accompagnement à leurs fidèles en ces temps de crise entre parfaitement dans le cadre de la laïcité républicaine, que la République y apporte son concours serait y déroger. C'est pourtant ce que suggère ce conseil scientifique.

Petit à petit on s'oriente vers une étrange conception de la laïcité qui consisterait à ce que contrairement à l'engagement de la Constitution qui veut que la République ne reconnaisse aucun culte, elle en vienne à les reconnaître tous !

Ingratitude divine

Qu'on se le dise : les rassemblements religieux ne donnent aucune garantie de protection. Quelques exemples de par le monde viennent le rappeler.

- En France, à Mulhouse, c'est le rassemblement évangélique de la Porte Ouverte chrétienne qui a été l'une des voies d'entrée et de diffusion du coronavirus dans l'Hexagone. Il a réuni du 17 au 24 février plus de 2 000 fidèles, venant des régions et pays limitrophes et de Guyane ainsi que du Burkina Faso dont les deux premiers cas rentraient de Mulhouse.
- En Corée du Sud, l'Église Shincheonji de Jésus, secte apocalyptique et paramilitaire a tenu de grands rassemblements au sein de sa branche de Daegu (sud-est) début février qui auraient diffusé le virus. Ainsi mi-mars, 60 % des 7 500 cas de Covid-19 sud-coréens étaient liés à Shincheonji.
- A Singapour, fin mars, le ministère de la Santé indiquait que plus de 30 des tout premiers cas provenaient de deux églises évangéliques : Life Church and Missions et Grace assembly of God. Deux des fidèles venaient de Wuhan, en Chine...
- En Iran, c'est à Qom, ville sainte du chiisme, que deux premiers cas Covid-19 ont été révélés le 19 février. Les prières collectives, de masse, se sont poursuivies jusqu'à la fin février. « Ce sanctuaire sacré est une maison de guérison », proclamait l'ayatollah du mausolée de Qom qui refusait de fermer.
- Aux États-Unis, le premier foyer de contamination de la côte Est a été décelé à New Rochelle, tout proche de New York. La majorité des premières 57 personnes contaminées dans cette ville, étaient liées à la synagogue Young Israël, une communauté juive orthodoxe.
- Dans la bande de Gaza, territoire particulièrement fragilisé, les deux premiers cas recensés le 22 mars revenaient d'un rassemblement religieux organisé par le groupe islamique fondamentaliste Tablighi Jamaat. organisé au Pakistan d'où se sont retrouvés des centaines de milliers de prêcheurs venus de quatre-vingts pays, et repartis ensuite chez eux.

Pandémie, démocratie, égalité, libertés

Encore une fois, les riches font sécession dans leurs quartiers bénéficiant de meilleures structures sociales et sanitaires ou dans leurs résidences secondaires. Les multiples inégalités sont accentuées par l'épidémie au niveau géographique, social, sanitaire, scolaire. Le ministre de l'éducation s'illustre encore, parlant de continuité pédagogique ou du bac en juin que contestent syndicats enseignants et parents d'élèves. La situation épidémique limite fortement l'exercice du droit à l'IVG, le Planning familial réclame des mesures exceptionnelles et se dit prêt à les appliquer (<https://www.planning-familial.org/fr/avortement/il-faut-protéger-les-droits-des-femmes-et-maintenir-l'accès-l'avortement-1385>). Les petites structures de production ou de services sont menacées (par exemple les petits maraîchers, les circuits courts). Le discours militaire ou guerrier vise à masquer les responsabilités du pouvoir en appelant à se ranger derrière l'union nationale

représentée par son chef. Cette approche tend à faire taire la pluralité des approches, à disqualifier la démocratie, à militariser la solidarité et la fraternité, à promouvoir un esprit de sacrifice. « *Nous ne voulons pas être des héros ou des soldats* », disent les personnels singulièrement les femmes, en première ligne dans la lutte contre la pandémie.

Nous avons besoin de démocratie, de débat argumenté, d'esprit critique pour entraîner l'adhésion de la population aux décisions. L'autoritarisme n'est pas de mise, ce qui n'exclut pas la discipline sanitaire nécessaire d'autant plus efficace quand elle est consentie. La rafale d'ordonnances, attentatoires au droit du travail, aux libertés fondamentales risquent d'être prolongées ou d'intégrer à terme la loi ordinaire comme on l'a vu après l'état d'urgence contre le terrorisme. Face aux réflexes individualistes, de méfiance, de défiance générés par l'épidémie et le confinement, leur possible traduction politique suite aux frustrations de cette période, le danger autoritaire existe.

La lutte contre la pandémie a été rendue très difficile par des années d'attaques contre les services publics et de protection sociale. En Europe, ces attaques ont été érigées en dogmes tandis que le Fonds monétaire international exigeait des pays pauvres des ajustements structurels destructeurs. Il ne s'agit pas d'en appeler à l'État-Providence paternaliste mais bien de donner les moyens pérennes aux services publics et à l'hôpital public d'accomplir leurs missions au service de l'intérêt général, des besoins sociaux et sanitaires. Nous vivons les conséquences du fonctionnement capitaliste et ultralibéral d'une société mondialisée dont il faut interroger les dogmes de rentabilité, de court terme,

“ La réflexion collective sur les besoins économiques et sociaux à satisfaire dans une société démocratique est à l'ordre du jour.”

de flux tendu, de marchandisation et de surexploitation qui concernent aussi l'environnement. L'organisation et la réflexion collectives doivent être des outils contre ceux qui ne considèrent cette pandémie que comme une parenthèse à leur vision prédatrice du monde. Quant aux dogmes religieux, dans bien des cas ils ont favorisé l'irresponsabilité et le recours à l'irrationnel qui tend à prouver que la séparation du politique et du religieux est une question sanitaire !

La réflexion collective sur les besoins économiques et sociaux à satisfaire dans une société démocratique est à l'ordre du jour.